



Economie internationale

Répartition et croissance en Amérique latine

Problèmes économiques
La Documentation française

3 €

Problèmes économiques

N° 2.845
25 février 2004

Économie internationale

Répartition et croissance en Amérique latine à l'ère des réformes structurelles

OCDE

Samuel A. Morley

On relève depuis longtemps en Amérique latine la distribution des revenus la plus inégalitaire du monde. La répartition des terres agricoles, les politiques gouvernementales de développement et d'éducation qui ont été adoptées dans la région et les évolutions démographiques sont les facteurs le plus souvent avancés pour expliquer cette situation. À la suite des réformes économiques des années 1980, les inégalités se sont encore aggravées. Quant aux réformes entreprises au début de la décennie 1990, elles ont, malgré l'espoir qu'elles ont suscité, abouti à un échec.

Investissements directs et inégalités salariales

Mondes en développement

Bertrand Maximin

D'après la théorie traditionnelle de l'échange international, les investissements directs étrangers (IDE) s'orientent vers les régions où le contenu en travail peu qualifié est important. Mais dans les faits, le partage salarial apparaît plutôt défavorable au travail le moins qualifié. L'auteur cherche à évaluer l'incidence de ces investissements sur les évolutions de salaires dans les pays d'accueil. En disposant d'équipements modernisés, les firmes multinationales participent au phénomène de « destruction – créatrice » des emplois les moins qualifiés. Si les impacts diffèrent selon les pays retenus, un environnement public favorable à la formation en capital humain ne peut que contribuer à la réduction des inégalités salariales.

Convergences et divergences américano-européennes dans l'analyse des projets de concentration

Revue de la concurrence et de la consommation

Michel Glais

En dépit d'outils analytiques semblables et du rapprochement des administrations concernées, de réelles divergences demeurent entre les conceptions américaine et européenne en matière de contrôle des projets de concentration. Ces différences s'expliquent surtout par une hiérarchisation différente des objectifs : tandis que la Commission européenne favorise une approche très structuraliste qui vise le renforcement de la concurrence, les Américains s'intéressent davantage aux résultats économiques du projet.

Relations commerciales États-Unis - Afrique : qui bénéficie réellement de l'AGOA ?

Afrique contemporaine

Thierry Latreille

Les États-Unis représentent le premier partenaire commercial bilatéral de l'Afrique. Néanmoins, les importations par ce pays en provenance de l'Afrique ne s'élèvent qu'à 2 % du total de ses importations. L'AGOA, *African Growth and Opportunity Act*, voté en 2000, a pour objectif de dynamiser les liens commerciaux américano-africains et de renforcer les politiques économiques du continent africain. Son principal avantage est d'offrir un accès libre de droits de douane au marché américain pour certains produits. Jusqu'à présent, l'accord n'a eu que peu d'impact : les relations commerciales des États-Unis avec l'Afrique restent très concentrées en termes de produits et de partenariat commercial.

OGM et relations commerciales transatlantiques

Cahiers d'économie et sociologie rurales

Olivier Cadot, Akiko Suwa-Eisenmann et Daniel Traça

Après les conflits sur le bœuf aux hormones et la banane, la réglementation des biotechnologies agricoles est à son tour source de tensions dans les relations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne. Les Américains considèrent que les dispositions restrictives adoptées par l'UE à la fin des années 1990 sur la commercialisation des produits génétiquement modifiés s'apparentent à des mesures protectionnistes. À cela, les Européens répondent que la réglementation mise en place obéit avant tout à des considérations d'ordre environnemental et sanitaire. D'ailleurs, l'érosion des parts de marchés américaines dans le secteur du maïs et du soja – les principaux produits concernés par le différend – est, en effet, plutôt générale que particulière à l'UE. Le conflit sur les OGM est donc, semble-t-il, plus complexe qu'une simple question d'accès au marché agricole.

Année d'édition : 2004 32 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028450 ISSN : 0032-9304